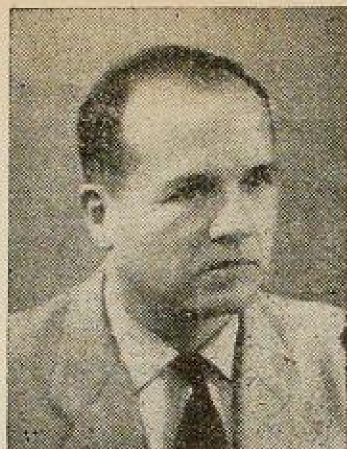
Sciences Po / fonds CEVIPOF



REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ - EGALITÉ - FRATERNITÉ

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962
11me CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE (ARLES-CHATEAURENARD-ISTRES)

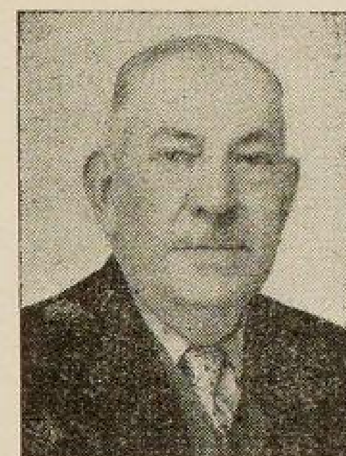
Candidature d'Union et d'Action Socialiste et Démocratique

Charles PRIVAT

DÉPUTÉ SORTANT — MAIRE D'ARLES
CONSEILLER GÉNÉRAL
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Suppléant : Pierre FERRIER

COMMERÇANT
1er ADJOINT AU MAIRE DE CHATEAURENARD
Croix de Guerre 14-18 — Chevalier du Mérite Social



ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous êtes appelés, le 18 Novembre prochain, à élire votre Député.

L'importance de ce scrutin, quant à l'avenir de la République, ne saurait vous échapper.

En accord avec mes amis politiques et de très nombreux élus de la circonscription : Conseillers Généraux, Maires et Conseillers Municipaux, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me renouveler votre confiance.

Vous savez que depuis 15 ans, je dirige la Mairie d'Arles, à la tête d'une Municipalité d'Union Républicaine.

Depuis 1949, je suis aussi Conseiller Général.

Depuis 15 ans, je suis donc en contact étroit avec vos Conseillers Généraux, vos Maires ; je crois pouvoir dire que je connais, dans leur ensemble, les problèmes de notre région provençale.

Depuis 4 ans, je suis votre Député et comme tel me suis efforcé de défendre vos légitimes intérêts.

Je n'ai cessé, par de fréquentes visites dans vos communes, d'être en contact étroit avec vous, avec vos municipalités, vos organisations syndicales et professionnelles que j'ai aidées de toute mon énergie. Chaque fois que je l'ai pu, je suis venu en aide à tous ceux qui ont demandé mon appui sans me soucier de leurs opinions politiques ou religieuses.

Je pense avoir été le Député de tous, comme je suis depuis 15 ans, à Arles, le Maire de tous.

A l'Assemblée Nationale, membre du Groupe Socialiste, j'ai combattu toute la politique gouvernementale, aussi bien la suppression de la retraite du Combattant, l'insuffisance de la politique agricole, que l'inutile, dangereuse et coûteuse force de frappe.

J'ai signé et voté plusieurs motions de censure et le 5 Octobre dernier, j'ai été parmi les 280 députés qui, en censurant le Gouvernement Pompidou, ont dénoncé la violation de la Constitution.

Mon suppléant est mon ami Pierre FERRIER, commerçant et 1er Adjoint au Maire de Châteaurenard. C'est un vieux républicain qui n'a jamais failli à son devoir et qui est connu et estimé dans toute la région Nord de notre Arrondissement.

Vous connaissez nos principes politiques, je vous les rappelle néanmoins.

Lutter contre toute dictature, d'où qu'elle vienne, ne jamais séparer la démocratie du socialisme, c'est à dire la défense de la liberté, de la recherche de la justice.

Electrices, Electeurs, nous vous demandons en conséquence, de bien vouloir nous accorder vos suffrages.

Vous nous connaissez, nous vivons au milieu de vous, vous savez quelle est notre action.

Avec vous, avec tous vos élus, parce que nous savons qu'au dessus des questions purement doctrinales, nous avons les mêmes soucis, nous revendiquons de vous l'honneur de continuer de mettre à votre service, ce que nous pouvons avoir de qualités et de volonté, pour le Pays d'Arles, pour la Provence, pour la République, pour la France.

Ch. PRIVAT.

Notre programme d'action

POUR UNE DÉMOCRATIE STABLE...

Les Socialistes ont voté la Constitution de 1958. Ils demandent son application intégrale et non pas le retour à la IVme République. C'est pourquoi ils ont voté « OUI » aux trois premiers referendums et « NON » au quatrième.

Dans la Circonscription d'Arles, la majorité de la population les a suivis. En France, la faible majorité obtenue par le Chef de l'Etat doit lui faire comprendre qu'il a atteint la limite à ne pas dépasser.

Le Général de Gaulle a gagné le referendum, mais il a perdu le plébiscite, il n'a pas obtenu la majorité massive qu'il avait souhaitée.

Mais parmi les princes qui nous gouvernent, il y en a un certain nombre, assoiffés de pouvoir, qui ne reculeront devant aucune aventure pour maintenir et étendre leur emprise sur les postes-clés.

Il faut, pour leur tenir tête, une majorité de républicains éprouvés, de patriotes courageux et désintéressés qui éviteront à la France le drame d'une dictature et d'une guerre civile.

...ET EFFICACE

Les gouvernements DEBRÉ et POMPIDOU ont eu pour caractéristique : l'immobilisme, l'inaction, l'impuissance. Il a fallu la révolte des paysans, les grèves des fonctionnaires, des ouvriers, pour que le Gouvernement cherche à la dernière minute une solution aux problèmes que pose la vie de la Nation.

Ces Gouvernements ont été totalement inefficaces. Ils ont traité les problèmes au jour le jour. Ce régime, dit de « grandeur » n'a rien réalisé, ni entrepris de grand. Or, avec toutes ses faiblesses, son instabilité, la 4me République a relevé les ruines de la guerre : ponts, routes, chemins de fer, ports, villes, villages, tout a été reconstruit. LE PLAN a été conçu et réalisé par la 4me République. Le pont de Tancarville, le paquebot « France », les grands barrages hydroélectriques, le canal du Bas-Rhône-Languedoc, l'avion « Caravelle », l'électrification des chemins de fer, le pétrole du Sahara, etc... tout cela c'est l'œuvre de la 4me République qui a accompli un effort sans précédent.

Il faut que le prochain Gouvernement soit à la fois stable et efficace. Pour cela l'équilibre des pouvoirs doit être rétabli.

L'EQUILIBRE DES POUVOIRS

— Le Chef de l'Etat doit être au-dessus des partis. Il doit être un arbitre chargé de veiller à l'application de la Constitution. Il ne doit pas être un partisan, mais le recours suprême de la Patrie.

— Le Gouvernement doit déterminer et conduire la politique de la Nation (art. 20 de la Constitution).

Les Ministres doivent travailler et ne pas se contenter, quand le Conseil des Ministres, sous la présidence du Chef de l'Etat, a défini les grands objectifs politiques, de se laisser aller à l'immobilisme.

— Le Parlement doit légiférer et exercer son pouvoir de contrôle sur le Gouvernement. Mais encore faut-il que sa composition le lui permette.

Pour réaliser tout cela, surtout avec un Chef de l'Etat d'une envergure exceptionnelle, il ne faut pas une majorité de parlementaires inconditionnels, soumis, et prêts à tout, pour conserver leur poste, ou composée d'ennemis irréductibles du Général de Gaulle qui n'hésiteraient pas à jeter la France dans l'aventure.

Il faut une majorité d'hommes libres, expérimentés, décidés à faire appliquer et respecter la Constitution de 1958 et toutes les libertés d'expression, d'opinion, etc..., des hommes décidés à travailler avec efficacité dans tous les domaines : politique intérieure, économique, sociale, politique extérieure, politique d'outre-mer, des hommes décidés à travailler au développement de notre région.

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'expansion économique et le plein emploi sont devenus des sujets d'une actualité brûlante, au moment où une crise économique nous menace, avec son cortège de chômage et de misère et où, au surplus, nous avons le devoir de donner leurs moyens d'existence aux rapatriés d'Algérie.

Après 4 ans de Gouvernement DEBRÉ et POMPIDOU, la preuve a été faite que le pouvoir d'achat des Français a diminué depuis 1957. Par contre, les plus-values boursières ont augmenté dans des proportions considérables. Un effort s'impose pour développer notre économie au même rythme que dans les pays voisins. Cela est vital à l'heure du Marché Commun.

La stabilité des prix, sans laquelle l'augmentation des salaires est un leurre, doit être assurée. Le progrès social, sans lequel il n'y a pas de justice à l'égard de l'immense majorité des Français, doit être poursuivi hardiment.

Une politique de la jeunesse, dans un pays dont la démographie est l'une des plus importantes d'Europe, doit être poursuivie systématiquement sur tous les plans.

Pour cela, il faut, en premier lieu, dans le prochain Gouvernement, un grand ministère de l'Education Nationale qui ne soit plus traité en parent pauvre par le ministère des Finances, ainsi qu'un ministère autonome de la jeunesse et des sports.

Il faudra, en effet, consentir un effort financier considérable pour rattraper les retards accumulés par le pouvoir en ce qui concerne les constructions d'écoles, de lycées, de facultés, de stades, etc.

Dans un autre domaine, enfin, les Socialistes pensent que le moment est venu de tenir les promesses maintes fois répétées pour donner aux vieilles et aux vieux les moyens de terminer leurs jours dans des conditions au moins décentes.

Pour cela, il faudrait que notre pays s'engage dans la voie d'une politique en faveur de la vieillesse telle qu'elle est poursuivie dans d'autres pays, les pays scandinaves notamment.

Les femmes, qui sont encore plus sensibles que les hommes à ces tristes réalités que sont : l'augmentation du coût de la vie, l'insuffisance des logements, la pénurie d'écoles (toutes choses indispensables à l'harmonieux épanouissement des enfants qu'elles élèvent au prix de durs sacrifices), savent que ces problèmes ont été dangereusement négligés par ceux qui nous gouvernent depuis 4 ans et en mesurent aujourd'hui les graves conséquences pour l'avenir du pays.

POLITIQUE EXTERIEURE

La France n'a pas les moyens, ni sur le plan financier, même en écrasant les Français d'impôts, ni sur le plan économique, ni sur le plan humain, de faire face au monde entier. Elle doit avoir des alliances qui lui permettent de conserver sa liberté, de jouer son rôle, et de contribuer à préserver la paix.

La constuction de l'Europe qui a été commencée avec les traités du charbon et de l'acier, de l'Euratom, du Marché Commun, doit être poursuivie.

La participation de l'Angleterre est à cet égard très importante. Une Europe fermée à l'Angleterre, avec une prédominance franco-allemande trop marquée, dans laquelle nous engage la politique suivie depuis 4 ans, est trop étroite sur le plan économique, dangereuse sur le plan de la paix.

PROBLÈMES DE POLITIQUE ALGÉRIENNE

L'indépendance a été accordée à l'Algérie dans les conditions que l'on sait. Il faut, maintenant, dans l'intérêt de notre région et de notre pays, travailler à la réussite de la coopération franco-algérienne.

Il faut que les élus, tout en conservant leur liberté de jugement et de décision, puissent établir de bons rapports avec les dirigeants du gouvernement algérien. C'est le cas des dirigeants socialistes, comme Gaston DEFFERRE notamment.

RAPATRIÉS

Il est malhonnête d'exciter le juste ressentiment des Français d'Algérie rapatriés en Métropole, sans rien faire pour eux.

Il faut agir notamment pour obtenir la création d'emplois, la construction de logements, d'écoles et l'indemnisation des biens laissés en Algérie, surtout par les rapatriés de modeste condition.

DÉVELOPPEMENT DE NOTRE RÉGION

Notre région est à un tournant de son histoire économique. Il faut accroître son infrastructure en attirant des industries nouvelles.

De grands projets sont en cours, à la construction et à la réalisation desquels Charles PRIVAT, aux côtés de Gaston DEFFERRE, est associé étroitement et auxquels il a travaillé et continuera à travailler : liaison Rhône-Rhin, la construction de la deuxième unité sidérurgique nationale, à proximité d'Arles, dans le cadre de l'aménagement du Golfe de Fos, l'aménagement du système de drainage et d'assainissement de la Durance à la Mer, etc...

Il faut, pour faire aboutir ces grands projets, des élus travailleurs, sérieux et jouissant d'une grande autorité.

CONCLUSIONS

En 1958, la plupart des élus de la droite se sont fait élire sous la bannière gaulliste ; ils ont ensuite renié le mandat qu'ils s'étaient fait donner.

Les députés de l'U. N. R. ont eu moins l'honnêteté de rester fidèles au Général de Gaulle après s'être fait élire sous son nom. Mais ce sont des inconditionnels qui ne jouent pas leur rôle de parlementaires et qui craignent de disparaître, s'ils ne suivent pas aveuglément le Général de Gaulle.

Les communistes sont restés les adversaires de la Constitution de 1958. S'ils avaient la majorité dans le pays, ils établiraient le parti unique.

Seuls, les socialistes ont été fidèles aux engagements qu'ils avaient pris en 1958.

Aujourd'hui ils vous proposent de mettre en œuvre des solutions justes et équitables à tous les grands problèmes de notre époque, dans le cadre des institutions républicaines et démocratiques de la Constitution de 1958.

Ils ne sont pas tournés vers un passé révolu qu'il est vain de vouloir ressusciter.

Ils n'existent pas, comme les U. N. R., en fonction d'un seul homme qui peut se tromper et qui, comme nous tous, est mortel.

Ils sont tournés vers l'avenir tout en ayant la préoccupation du présent.

Le 18 Novembre pour assurer l'équilibre des pouvoirs, pour permettre le fonctionnement normal des institutions, pour éviter l'aventure du pouvoir personnel, pour tenir tête à la subvertion, pour permettre à la France et à notre région de faire face à tous les grands problèmes que pose le monde moderne, vous voterez dans la 11me circonscription, pour Charles PRIVAT et Pierre FERRIER.

FERRIER Pierre Auguste

Commerçant — 1er Adjoint au Maire de Châteaurenard

Pierre FERRIER est né le 26 Novembre 1890 à Châteaurenard. Il est ancien combattant de la guerre 14-18 et, à ce titre, est titulaire de la Croix de Guerre. Il est aussi Chevalier du Mérite Social et Administrateur de la succursale de la Caisse d'Epargne de Châteaurenard.

Pierre FERRIER a été élu Conseiller Municipal en 1945 sur la liste d'Entente réalisée entre le Parti Radical et le Parti Socialiste. Il fut élu à cette époque Adjoint de M. Marignan, Maire de Châteaurenard. A la mort de M. Lacroix, 1er Adjoint, en 1956, il fut alors désigné comme 1er Adjoint au Maire. C'est une personnalité du Nord de l'Arrondissement particulièrement connue et estimée de tous. Son dévouement, sa probité, son amabilité, sont reconnus par l'ensemble de ses concitoyens.

L'association de Charles PRIVAT et de Pierre FERRIER marque éloquemment la continuité de la tradition républicaine et socialiste dans notre région. Pierre FERRIER est, en effet, le symbole de toutes les luttes passées du peuple, de la classe ouvrière pour ses libertés, pour la défense de son droit à la vie. Charles PRIVAT, c'est la promesse de l'avenir de ceux qui, à l'aurore de l'ère atomique, travailleront à construire la Cité heureuse voulue par tous ceux qui, dans le passé, se sont sacrifiés pour l'idéal démocratique et humain du socialisme.

Imprimerie de « La Liberté » — Arles-sur-Rhone

Sciences Po / fonds CEVIPOF